

Dans les favelas de Rio de Janeiro (Brésil) : évangélistes et travaux pharaoniques — mais une gauche absente

lundi 31 décembre 2018, par [ZIBECHI Raúl](#) (Date de rédaction antérieure : 21 décembre 2018).

Sommaire

- [Complexe d'Alemão](#)
- [Accélérer la corruption](#)
- [Favela-crime](#)

Introduction

Lorsque les plus pauvres passent de la gauche et de la théologie de la libération à la droite et aux cultes évangélistes *[qui développent une « théologie de la solidarité » fondée sur l'expropriation d'une fraction des revenus des pauvres et une redistribution très sélective, laissant « un gros bénéfice » pour le pasteur-entrepreneur]*, les « progressistes » estiment que les médias de masse sont responsables.

Ils ne peuvent comprendre que les pauvres obéissent à une logique différente, qu'ils ne sont pas conduits par le bout du nez, ainsi que l'insinuent un grand nombre d'intellectuels. La vie quotidienne dans les favelas oblige au pragmatisme, afin de s'adapter aux changements et aux caprices des pouvoirs, de la même manière que les universitaires s'adaptent aux modes « de la pensée ». La différence, c'est que pour ceux d'en bas, cette exigence découle de la simple et impérieuse nécessité. [\[1\]](#)

* * *

Vendredi soir, sur le morro [la colline] de Timbau, dans l'énorme favela de Maré, à quelque 200 mètres de l'animée Avenue Brésil [\[2\]](#), toujours remplie d'autobus et de voitures. Un petit groupe de six personnes discute devant un minuscule local offrant des bières artisanales. La rue étroite, qui fait partie du labyrinthe urbain, est parcourue par les motos, les voitures et les passants qui montent et descendent en frôlant presque les chaises et les trottoirs. La musique qui sort des petits bars qui se pressent le long de cette petite rue est tellement forte que nous devons parler en criant.

« La musique forte inconmode les classes moyennes lorsqu'elles viennent dans la favela », commente Timo, avec un sourire narquois et un regard qui tente de nous inclure dans la provocation. La distinction de classe est toutefois plus complexe, car tous ses amis favelados suivent des cours dans les universités fédérales ou de l'État. Les conducteurs de véhicules et de motos laissent poindre des armes, certaines longues, portées avec indifférence, comme s'il s'agissait d'un vêtement supplémentaire. Personne ne se laisse perturber, pas même lorsqu'un garçon tente de faire des acrobaties avec sa moto en tentant d'effectuer des mouvements impossibles dans un espace si étroit.

Comme tous les jours à Timbau, règne une atmosphère festive. Personne ne pourrait prétendre qu'il

existe une inquiétude quelconque face à la présidence prochaine de Jair Bolsonaro. Nous seuls, autour de la table, parlons de politique ; les autres se déplacent sur le rythme lent et fatigué de la favela.



Montant la pente, un groupe de personnes apparaît, composé d'hommes et de femmes, métis et noirs, âgés d'une trentaine d'années, bien vêtus mais pas élégants. Ils distribuent des flyers dans tous les commerces. Poliment, ils nous expliquent que nous sommes invités à un « congrès de jeunes » dans l'énorme espace de l'Assemblée de Dieu [Eglise évangélique : Assembleia de Deus], trois pâtés de maison plus loin. Le flyer est petit, mais bien imprimé, en couleur, avec des photos des cérémonies religieuses et peu de texte.

« Un grand chœur de 200 jeunes et un bel orchestre adoreront Dieu par leurs hymnes envoûtants », peut-on lire au revers. « Vous serez notre invité et votre visite sera pour nous un grand plaisir ». Au-dessous est inscrite l'adresse ainsi que les horaires des messes quotidiennes, lesquelles commencent invariablement à 19 heures, une fois que les gens rentrent de leur travail.



Pasteur, armée de la parole de Dieu et d'un fusil d'assaut, dans les rue d'une favela de Maré

Il est impossible de ne pas songer au silence et au respect qui émanent d'eux. Les églises évangéliques et pentecôtistes sont fortement enracinées dans le terreau de la favela, à tel point que sur le chemin qui mène à la maison de Timo, à peine 100 mètres plus haut, nous croisons trois petites églises, de la grandeur d'un garage, où une demi-douzaine de voisins écoutent de la musique et discutent. Celles-ci contrastent avec les grandes églises, énormes hangars pouvant abriter des milliers de fidèles.

Plus tard, quelqu'un distribue un autre tract, deux fois plus grand que celui des évangélistes. Un assemblage de lettres en noir et blanc, avec un discours idéologique. « Démocratie = participation du peuple ». « Bolsonaro = défend la dictature = le peuple ne participe pas = le travailleur sans droits » ; ces slogans sont étalés sous le titre : « La Maré [quartier majoritairement composé de favelas] des travailleurs, qui vote en démocratie ». Il n'y a aucune signature de parti, mais il est évident qu'il s'agit de propagande du Parti des Travailleurs (PT).

Le complexe de favelas baptisé Maré (pour « marée », puisqu'il s'agit d'une zone inondable de la baie de Guanabara) est composé de 15 quartiers ou favelas de la zone nord de Rio de Janeiro et compte 150'000 habitant·e·s. C'est dans le quartier de Timbau, vers 1940, que se sont installés les premiers habitants, car il s'agissait d'une zone non inondable, située à une certaine hauteur à partir

de laquelle se répartissent les autres favelas.

Complexe d'Alemão

L'enfant de 7 ans fuit, en courant, à l'ombre de l'édifice abandonné qui se dresse impuissant, comme un monument élevé au néant. On entend des fusées, ou des tirs, pas très loin. Le garçon pleure, inconsolable. Des voisins l'invitent à regagner sa maison, mais ses amis continuent à jouer, imperturbables.

Depuis le Morro da Baiana la vue est imprenable sur tout le Complexe de Alemão, mais aussi sur les favelas voisines, comme Maré, plus peuplée et étendue. Baiana est l'un des 16 quartiers de ce complexe sillonné de cinq collines reliées par un téléphérique qui ne fonctionne déjà plus. Avec 100'000 habitant·e·s, il s'agit du deuxième ensemble de favelas en importance de la zone nord de la ville. Selon les données officielles de l'Institut brésilien de géographie et de statistique, l'Alemão est la zone la plus pauvre de Rio. Et la plus violente.

Leo nous accompagne, un jeune au teint sombre, membre du collectif Ocupa Alemão, en syntonie avec Occupy Wall Street, mais sur un mode pauvre et afro. Il explique que la zone est très tranquille et ne se déchaîne que lors d'une guerre entre les gangs de trafiquants de drogue qui se disputent le territoire. En cheminant entre les excréments de chien et les ordures où picorent les pigeons, dans une atmosphère d'abandon et de grise tristesse, il raconte l'histoire du téléphérique, qui ressemble à une nouvelle tirée d'une anthologie du réalisme magique.

Le téléphérique était l'un des projets phares des gouvernements du PT et faisait partie du Programme d'accélération de la croissance (PAC) de l'État de Rio de Janeiro impulsé par Dilma Rousseff, ce qui lui a valu le surnom de « mère du Pac ». Pour construire les six arrêts de la ligne, à chaque fois un édifice de la taille d'un pâté de maisons au sommet des collines, il a fallu détruire des dizaines de logements, déplaçant des centaines de familles.

Le téléphérique a été inauguré en juillet 2011. Les Jeux olympiques se sont terminés en août 2016. En octobre, le téléphérique a cessé de fonctionner. Les installations se détériorent et le matériel de transport se transforme rapidement en tas de ferraille : plus de 200 millions de reales [environ 100 millions de CHF en 2011, 50 au taux de change actuel] jetés à la poubelle. Lorsque Dilma Rousseff l'a inauguré en 2011, aux côtés du gouverneur [entre 2007 et 2014] Sergio Cabral, membre du MDB, actuellement incarcéré dans le cadre de l'opération Lava Jato, elle a affirmé que la ligne transporterait 30'000 personnes par jour. Le nombre réel n'a jamais dépassé les 10'000, à peine 10% de la population d'Alemão.

La ligne a été tellement mal planifiée qu'elle ne pouvait fonctionner sans subventions. Chaque trajet coûtait 6,7 reais [3,35 francs en juillet 2011 ; 1,67 en décembre 2018 étant donné la dévaluation du real.], soit le double d'un trajet en métro ou en autobus, qui parcourent pourtant bien plus que les 3,5 kilomètres du téléphérique. Leo se demande s'il n'aurait pas été mieux d'investir dans l'assainissement ou dans des travaux d'urbanisation, indiquant les montagnes d'ordures sur lesquelles se nourrissent des bandes de pigeons.

« Il était prévu, ici, d'investir dans le logement, dans l'assainissement, en liaison avec la construction de réseaux de fourniture d'eau potable, d'espaces sportifs, d'écoles et de garderies. Rien n'a jamais été construit », indique à Brecha le militant d'Ocupa Alemão. La seule chose qui fonctionne encore à proximité de l'arrêt Baiana du téléphérique, c'est l'Unité de police pacificatrice (Upp), le projet avorté visant à garantir la « sécurité » des favelados.

Les bâtiments abandonnés du téléphérique ont été occupés par la Police militaire, afin « d'éviter qu'ils soient occupés par d'autres personnes », nous dit Leo, faisant référence aux milliers d'habitant·e·s qui survivent dans des logements très précaires.

L'autre téléphérique, celui du Morro da Providência, la première favela de la ville merveilleuse [surnom de Rio], construite par d'anciens soldats de la guerre de Canudos [guerre menée par l'Etat, à la fin du XIX^e siècle, contre une vaste communauté de colons installée dans la région de Bahia et dirigée par un prophète millénariste, avec une population très largement composée d'ex-esclaves libérés – après 1888 – ou ayant pris la fuite, dit marrons], a été fermé en 2016, à peine deux mois après celui d'Alemão. Il a été construit pour les touristes, afin de relier le Porto Maravilha [gigantesque projet immobilier et urbanistique mené dans le cadre des deux grandes échéances « sportives » de 2014 et 2016, le mondial et les Jeux olympiques] et le Sambódromo relié à la gare centrale. Un pylône, qui envahit complètement le seul espace public du morro, est resté en place.

Les chantiers comme celui des téléphériques provoquent d'importants déplacements urbains, à l'instar de tous les travaux d'infrastructures réalisés pour le Mondial de 2014 et les Jeux Olympiques de 2016 ou encore les réalisations pharaoniques de barrages hydroélectriques conçus pour « alimenter » le développement. Une étude de l'Institut Igarapé sur les déplacements forcés entre 2000 et 2017 a abouti à la conclusion hallucinante que, dans le « Brésil progressiste », près de 9 millions de pauvres ont été contraints à quitter leurs lieux de domicile.

L'étude, publiée en mars 2018 sous le titre *Migrants invisibles. La crise des déplacements forcés au Brésil* [3], a révélé qu'au moins 8,8 millions de personnes ont été contraintes de changer de lieu d'habitation. La très grande majorité d'entre eux, près de 6,4 millions, ont dû quitter leurs domiciles à la suite de désastres naturels engendrés par d'autres êtres humains, des incendies ou la rupture de digues. Les projets de développement, comme les autoroutes et les barrages, ont déplacé plus de 1,2 million de personnes. La violence rurale, dans le cadre de l'expansion de l'agrobusiness, a déplacé 1,1 million d'entre eux. Personne ne mentionne ces chiffres lorsqu'il s'agit d'évaluer l'impact du « progressisme » [la période des gouvernements du PT]. Le Brésil est à la tête des pays d'Amérique Latine sur le nombre de déplacés internes, dépassant même la Colombie, pays qui a pourtant souffert d'une guerre de six décennies.

Accélérer la corruption

En réalité, la construction de téléphériques inutiles ne doit pas surprendre. Une bonne partie des chantiers menés dans le cadre du PAC ont été désastreux, les entrepreneurs et politiciens impliqués trempent dans de vastes systèmes de corruption.

Le rapport *Modernisation avortée* [4], publié sous forme de livre, indique que les dix principaux chantiers de ce programme de développement, adopté en 2007, ont été un échec retentissant. Un seul continue de fonctionner, deux ont été abandonnés ou interrompus et les autres fonctionnent de manière limitée ou irrégulière.

La construction du Complexe pétrochimique de Rio de Janeiro (Comperj), par exemple, un chantier d'importance stratégique visant à élargir la capacité de raffinement et de traitement de brut provenant des gisements de pétrole et de gaz des bassins de Santos et Campos, a été interrompue alors même que la somme astronomique de 13 milliards de dollars a déjà été investie. D'autres projets grandioses, et inutiles, comme l'usine hydroélectrique de Belo Monte, ne produiront jamais ce qui était prévu, en dépit des dommages écologiques et sociaux qu'ils ont engendrés.



Nouvelle « résidence », à Altamira, pour les délogés du barrage Belo Monte

Il faudrait écouter les « réfugiés de Belo Monte » – ainsi que les appelle la journaliste Eliane Brum –, les personnes délogées et installées précairement à la périphérie de la ville d'Altamira, rebaptisant l'usine Belo Monstruo (édition brésilienne d'El País, 16 mai 2018). La quatrième usine hydroélectrique du monde n'a bénéficié qu'à l'égo des gouvernants et aux porte-monnaie des grandes entreprises de la construction (Camargo, Correa, Odebrecht, Andrade Gutiérrez pour ne mentionner que les plus connues).

« Ce que le gouvernement ne dit pas, c'est qu'en période de sécheresse du fleuve Xingú, la production d'énergie diminue drastiquement », signale Brum dans son article. Elle produit alors moins de la moitié de sa capacité, « ce qui en fait l'une des installations hydroélectriques les moins productives par rapport à sa capacité installée ».

Favela-crime

Un rapport du quotidien Folha de São Paulo, publié le 27 avril 2018, révèle qu'un même crime commis par un habitant d'une favela aboutit à une condamnation bien plus dure que s'il avait été commis par une personne vivant dans un quartier de la classe moyenne. Le journal a mené une enquête sur la base des données fournies par la Banque nationale des condamnations à la prison, créée par le Conseil national de la justice. A Rio de Janeiro, dans 41% des 82'000 condamnations à la prison pour trafic de drogue, « l'inculpé a été accusé ou condamné en plus pour des peines d'association au trafic de drogue », alors que la moyenne nationale est de 12% et de 10% à São Paulo.

Ainsi, 4 personnes sur 10 arrêtées alors qu'elles portaient de la drogue ont souffert de peines plus importantes pour le seul « délit » de vivre dans des favelas. Le coordinateur de la défense pénale de Rio, Emanuel Queiroz, a déclaré au quotidien de São Paulo, que « le ministère public demande à la police : "est-ce que les gangs de drogue règnent dans cette zone ?" "Oui". Cela suffit pour ajouter trois ans de prison au condamné, dont on considère qu'il est associé au trafic de drogue. C'est routinier. »

Selon Queiroz, la double accusation est une stratégie de la Police civile et du Ministère public pour « rendre impossible les demandes de liberté conditionnelle, car les peines supérieures à huit ans se font en régime clos. »

Une étude du Bureau du défenseur public de Rio a analysé 3475 procédures pour trafic de drogue en 2014 et 2015 et a conclu que dans 75% des cas une double peine a été appliquée, selon le lieu où la personne avait été appréhendée. Ce qui est plus grave encore, c'est que la déclaration d'un policier suffit à rendre un jugement. Dans plusieurs cas analysés par la Folha de São Paulo, les policiers qui ont témoigné lors de procès l'ont fait « par des déclarations identiques, utilisant les mêmes paroles ». Pour certains avocats, la loi sur les drogues adoptées en 2006 a « été un feu vert à l'arbitraire dans les zones périphériques, à commencer par la distinction entre consommateurs et

trafiquants ». Les premiers appartiennent à la classe moyenne alors que les seconds sont pauvres.

Pour revenir aux évangélistes : « ce qui dérange avec les gays et les lesbiennes, c'est l'ostentation publique d'identité. Et non leur condition, car il y a toujours eu beaucoup de tolérance dans la favela », explique Leo, alors qu'il essaye de détecter les raisons pour lesquelles ses voisins se sont tournés vers les pentecôtistes et les évangélistes.

Ce n'est pas très difficile à comprendre. La Folha Universal, l'hebdomadaire en couleur de l'Église universelle du Royaume de Dieu, tirant à près de 2 millions d'exemplaires, en main, les choses s'éclaircissent. En une, des enfants souriant. A l'intérieur les thèmes se succèdent : famille, alimentation saine, retard scolaire, sport infantile, une section consacrée au léiomyome utérin [nommé, de manière habituelle mais erronée : fibrome], une autre sur la lutte contre la jalousie, signe de faiblesse.

Au-delà des discours, qui s'occupe des plus pauvres ? Les entrepreneurs et les gouvernements ont fait leurs affaires, ainsi que le montre le désastre du téléphérique, donnant la priorité au tourisme, plutôt qu'aux besoins les plus urgents de la population, comme la santé et l'assainissement, dont la satisfaction n'est assurée dans aucune favela. Les évangélistes sont proches des gens. Ils font partie de la favela. Je n'ai vu aucun local d'un parti de gauche dans les favelas que j'ai visité, à plusieurs reprises, au cours des dernières années. Les églises pentecôtistes continuent à croître et continueront à le faire jusqu'à ce que les gauches laissent les discours de côté et mettent à nouveau la main à la pâte.

Raúl Zibechi

P.-S.

• « Brésil. Rio de Janeiro : évangélistes, travaux pharaoniques et favelas. La gauche absente ».

Article publié le 21 décembre 2018 dans l'hebdomadaire uruguayen Brecha ; traduction A

L'Encontre publiée le 28 décembre :

<http://alencontre.org/ameriques/amelat/bresil/bresil-rio-de-janeiro-evangelistes-travaux-pharaonique-s-et-favelas-la-gauche-absente.html>

Notes

[1] Le 27 décembre, le général Braga Netto de la 1^{re} région militaire du Brésil (CML) - aux côtés du gouverneur de l'Etat en exercice Francisco Dornelles, membre du parti « Progressiste » et en place depuis novembre 2018 - « fêtait » la fin de « l'occupation militaire » de l'Etat de Rio de Janeiro, « décidée » sous le gouvernement Michel Temer en début 2018.

Selon le général Braga Netto, cette intervention a été couronnée de succès, car le nombre de jeunes noirs tués par les « forces de l'ordre » a nettement augmenté... « conjointement » à la diminution du nombre de vols et « d'homicides », dans lesquels ne sont pas comptabilisés les jeunes tués par des militaires en « état de légitime défense ». Tout cela est une confirmation « du coup porté au narcotrafic »... organisé avec la complicité, à divers niveaux, de la police et d'ex-policiers-militaires - Réd. A l'Encontre.

[2] l'une des plus importantes voies expressos de la ville, de près de 60 kilomètres de longueur

[3] <https://igarape.org.br/wp-content/uploads/2018/03/Migrantes-invis%C3%ADveis.pdf>

[4] <http://www.consequenciaeditora.net.br/c-898110-Catalogo>